



**Objet : Stationnement interdit à tous véhicules
Circulation en alternance manuelle
Toutes les voies communales
Ouverture de chambres et tirage de câbles - déploiement fibre optique**

Le Maire de la Ville de LILLEBONNE,

Vu les articles L.2122.27, L. 2212.1, L.2213.2 et L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route portant recueil des textes qui réglementent la circulation,

Vu les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 296/2016 du 24 octobre 2016, portant réglementation générale de la circulation et du stationnement, dans l'agglomération,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu l'intervention de l'entreprise AXIONE,

Considérant l'emprise de ces travaux sur la chaussée et la nécessité d'assurer la sécurité du chantier et des usagers.

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement sera interdit à tous les véhicules, aux endroits matérialisés à cet effet, dans toutes les voies communales concernées par le passage de la fibre optique.

Article 2 : La circulation se fera en alternance manuelle, aux endroits matérialisés à cet effet, dans toutes les voies communales concernées par le passage de la fibre optique.

Article 3 : La présignalisation et la signalisation seront à la charge de l'entreprise AXIONE.

Article 4 : Cette mesure prend effet à partir du 16 avril au 31 décembre 2018

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lillebonne, Madame le Commandant de Police Bolbec / Lillebonne, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, Monsieur le Chef de Centre du CIS Lillebonne, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Équipement, l'entreprise AXIONE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur est transmise.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le
Caractère exécutoire de cet acte, informe
que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant
le Tribunal Administratif dans un délai de
deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Lillebonne, le 9 avril 2018
Par délégation du Maire,



Patrick WALCZAK.